

## Newsletter, 11-14 mars 2019

### Session plénière

### Strasbourg

#### **Débat sur l'avenir de l'UE avec le Premier ministre slovaque Peter Pellegrini**

Le Premier ministre slovaque, Peter Pellegrini, débatera avec les députés mardi à 10h de sa vision de l'avenir de l'UE afin de s'assurer qu'elle réponde aux attentes des citoyens.

5

#### **Les députés débattront des priorités du sommet européen des 21-22 mars**

Mercredi matin, les députés débattront avec la présidence roumaine et la Commission de leurs priorités pour la réunion des chefs d'État ou de gouvernement des 21-22 mars à Bruxelles.

6

#### **Les députés veulent limiter l'impact d'un Brexit sans accord pour les citoyens**

Afin de perturber le moins possible les citoyens et les entreprises, les députés voteront sur des mesures relatives au voyage, au transport, à Erasmus, à la sécurité sociale et à la pêche.

7

#### **Action pour le climat: la feuille de route de l'UE à l'horizon 2050**

Les députés débattront des objectifs à long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec le Conseil et la Commission et adopteront une résolution jeudi.

8

#### **Cybersécurité: les députés souhaitent contrer la menace informatique chinoise**

Les menaces pour la sécurité liées à la présence technologique croissante de la Chine dans l'UE seront abordées dans une résolution mise aux voix mardi.

9

#### **Lutter contre la propagande hostile en amont des élections européennes**

Les députés souhaitent protéger les démocraties de l'UE contre les acteurs étrangers qui diffusent de fausses informations ou utilisent de façon abusive des données à caractère personnel.

---

## Le Parlement établira sa position sur les futures relations UE-Russie

L'UE devrait rester ouverte à imposer de nouvelles sanctions si la Russie continue à violer le droit international, selon un projet de résolution mis aux voix mardi.

12

---

## Négociations commerciales UE-États-Unis: décision sur le soutien du Parlement

Le PE décidera jeudi d'approuver ou non le lancement de négociations commerciales limitées avec les États-Unis, en liant la conclusion d'un accord à certaines conditions.

13

---

## Les relations UE-Turquie doivent être redéfinies

Dans un projet de résolution mis aux voix mercredi, les députés réitèrent leur recommandation de suspendre formellement les négociations d'adhésion avec la Turquie.

14

---

## Sécurité et frontières: un meilleur partage d'information sur les ressortissants de pays tiers

La création d'un nouveau système d'information de l'UE et la mise à jour d'un autre garantiront un meilleur partage de l'information en matière de contrôle des frontières et de répression.

15

---

## Qualité de l'air: pour une meilleure application des normes de l'UE

Les députés vont proposer des pistes pour réduire la pollution atmosphérique dans une résolution qui sera mise aux voix mercredi.

16

---

## Chaîne d'approvisionnement alimentaire: nouvelles règles visant à réprimer les pratiques commerciales déloyales

Le projet législatif visant à mieux protéger les agriculteurs contre les pratiques commerciales déloyales des acheteurs fera l'objet d'un débat lundi et d'un vote mardi.

17

---

## Renforcer la démocratie participative en améliorant l'initiative citoyenne européenne

L'initiative citoyenne européenne devrait devenir plus accessible, inclusive et facile à utiliser.

19

---

## Prêts non performants: de nouvelles mesures pour couvrir les pertes

Les députés vont introduire jeudi des règles européennes pour une couverture standard minimale des prêts douteux.

20

---

## Les États membres entravent les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent

Les députés craignent que les États membres n'aient enterré le projet de la Commission d'ajouter des pays à la liste noire de l'UE sur le blanchiment de capitaux.

21

## **Candidatures aux autorités de surveillance financière et équilibre hommes-femmes**

Le PE se prononcera jeudi sur la nomination des candidats aux organes de surveillance financière de l'UE alors que les députés s'inquiètent de la forte sous-représentation des femmes.

22

## **De nouvelles sanctions de l'UE pour ceux qui violent les droits de l'homme**

S'inspirant de la loi américaine Magnitsky Act, le régime imposerait un gel des avoirs et des interdictions de visa pour punir les individus coupables de violations des droits de l'homme.

23

## **Les biens et services doivent être adaptés aux personnes handicapées et âgées**

Des produits et des services essentiels, comme les smartphones, les distributeurs de billets et les services bancaires, devront être plus accessibles aux personnes handicapées.

24

## **Nicaragua: soutien au dialogue interne et au respect des droits fondamentaux**

Les négociations entre les autorités nicaraguayennes et l'opposition, qui visent à résoudre la crise politique du pays, seront au centre d'un débat en plénière mercredi.

25

## **Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie**

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie jeudi matin, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

26

## **Autres sujets à l'ordre du jour**

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

27

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2019-03-11>

## **Newsletter, 11-14 mars 2019**

### **En savoir plus**

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live : suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

[Podcasts thématiques de l'EPRS](#)

## Contacts

---

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 228 40992 (BXL)

☎ (+33) 3881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ [baptiste.chatain@europarl.europa.eu](mailto:baptiste.chatain@europarl.europa.eu)

---

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 88 17 20 97 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ [nicolas.delaleu@europarl.europa.eu](mailto:nicolas.delaleu@europarl.europa.eu)

---

# Débat sur l'avenir de l'UE avec le Premier ministre slovaque Peter Pellegrini

**Le Premier ministre slovaque, Peter Pellegrini, débatera avec les députés mardi à 10h de sa vision de l'avenir de l'UE afin de s'assurer qu'elle réponde aux attentes des citoyens.**

Il s'agira du dix-huitième d'une série de débats entre les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et les eurodéputés. Pour en savoir plus sur les précédents débats, [cliquez ici](#).

Peter Pellegrini et le Président du PE, Antonio Tajani, participeront à un point presse commun après le débat, vers 12h30, devant le salon protocolaire.

*Débat: mardi 12 mars*

*Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe*

*Point presse: mardi 12 mars à 12h30, devant le salon protocolaire*

## En savoir plus

[Biographie de Peter Pellegrini \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre slovaque](#)

# Les députés débattront des priorités du sommet européen des 21-22 mars

**Mercredi matin, les députés débattront avec la présidence roumaine et la Commission de leurs priorités pour la réunion des chefs d'État ou de gouvernement des 21-22 mars à Bruxelles.**

Le sommet de printemps se concentre généralement sur l'emploi, la croissance et la compétitivité.

Les dirigeants de l'UE débattront également de la stratégie à long-terme de l'UE concernant la lutte contre le changement climatique, des relations extérieures (notamment du sommet UE-Chine du 9 avril) et de la manière de lutter contre la désinformation et de protéger l'intégrité démocratique des élections européennes et nationales dans l'ensemble de l'UE.

Durant le débat, les députés devraient également commenter les résultats du vote du 12 mars à la Chambre des communes britannique relatif à l'accord sur le Brexit et examiner ses conséquences.

*Débat: mercredi 13 mars*

*Procédure: débat sans résolution*

## **En savoir plus**

[Programme provisoire du Conseil européen des 21-22 mars 2019](#)

# Les députés veulent limiter l'impact d'un Brexit sans accord pour les citoyens

**Afin de perturber le moins possible les citoyens et les entreprises, les députés voteront sur des mesures relatives au voyage, au transport, à Erasmus, à la sécurité sociale et à la pêche.**

À la demande du Parlement européen et du Conseil, la Commission européenne a proposé des mesures d'urgence nécessaires pour limiter les effets d'un retrait du Royaume-Uni de l'UE en cas d'absence d'accord.

Les mesures d'urgence ne reproduisent pas les avantages de l'adhésion ou d'une période de transition. Elles sont limitées dans le temps et adoptées unilatéralement par l'UE, à condition que le Royaume-Uni adopte des mesures similaires (réciprocité).

Les mesures législatives mises aux voix mercredi dans le cadre d'une procédure d'urgence dans le contexte du retrait du Royaume-Uni de l'UE incluent:

- la poursuite des programmes européens de cohésion et de coopération transfrontalière PEACE IV entre l'Irlande, l'Irlande du Nord et l'Écosse;
- l'autorisation de pêche pour les navires de l'UE dans les eaux territoriales britanniques et les opérations de pêche des navires britanniques dans les eaux européennes;
- la possibilité pour les étudiants et professeurs Erasmus de terminer leur activité de mobilité à l'étranger;
- la garantie que les citoyens de l'UE au Royaume-Uni et les citoyens britanniques dans l'UE-27 conservent les prestations de sécurité sociale acquises avant le retrait;
- des mesures temporaires visant à éviter aux opérateurs un arrêt complet des opérations de transport entre le Royaume-Uni et l'UE, en permettant aux opérateurs de transports de marchandises et aux exploitants de bus et de cars britanniques à fournir des services entre l'UE et le Royaume-Uni, pour autant que le Royaume-Uni offre un accès équivalent aux opérateurs de l'UE;
- des mesures temporaires permettant aux avions britanniques d'opérer entre le Royaume-Uni et l'UE, à condition que le Royaume-Uni offre un accès équivalent aux compagnies européennes; et
- l'autorisation d'exportation de certains biens à usage civil et militaire en provenance de l'Union à destination du Royaume-Uni.

*Votes: mercredi*

*Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture*

## En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission de l'emploi](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission de la culture](#)

[Produits multimédias - Brexit](#)

# Action pour le climat: la feuille de route de l'UE à l'horizon 2050

**Les députés débattront des objectifs à long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec le Conseil et la Commission et adopteront une résolution jeudi.**

Le débat se concentrera sur la récente communication de la Commission européenne qui présente différentes options politiques pour mettre en œuvre l'accord de Paris. Les députés adopteront ensuite une résolution contenant leurs recommandations.

Le Conseil européen adoptera la stratégie dans le courant de l'année.

## Contexte

Les parties signataires de l'accord de Paris sont invitées à communiquer, d'ici à 2020, leurs stratégies de développement à long terme à faible émission de GES pour le milieu du siècle. Dans la communication "Une planète propre pour tous", adoptée le 28 novembre, la Commission a présenté sa vision stratégique à long terme pour une économie climatiquement neutre d'ici 2050, avec huit pistes possibles.

Ce débat devrait permettre à l'UE d'adopter et de soumettre une stratégie ambitieuse, d'ici 2020, à la CCNUCC, ainsi que de définir la future politique climatique et énergétique de l'UE.

*Débat: mercredi 13 mars*

*Vote: jeudi 14 mars*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(20.02.2019\)](#)

[Étude - Politiques européennes en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2020, 2030 et 2050](#)

[Produits multimédias - Changement climatique](#)



# Cybersécurité: les députés souhaitent contrer la menace informatique chinoise

## Les menaces pour la sécurité liées à la présence technologique croissante de la Chine dans l'UE seront abordées dans une résolution mise aux voix mardi.

La présence technologique croissante de la Chine dans l'UE présente de sérieuses menaces en termes de sécurité qui exigent de l'UE de réagir de façon urgente, affirme un projet de résolution mis aux voix mardi.

Les députés devraient également adopter le règlement sur la cybersécurité de l'UE. Il renforcera la cybersécurité de l'Europe en mettant en place un dispositif de certificats européens de cybersécurité relatifs aux produits, aux procédures et aux services. Il prolongera également le mandat de l'Agence de l'UE pour la cybersécurité (ENISA) et lui allouera davantage de ressources pour lui permettre de remplir ses missions.

Lors d'un vote distinct mercredi, les députés voteront sur une proposition visant à créer un nouveau centre de compétences de l'UE afin de renforcer les capacités de l'Union en matière de cybersécurité.

*Débat: lundi 11 mars (règlement sur la cybersécurité et centre de compétences)*

*Votes: mardi 12 mars (règlement sur la cybersécurité et menace chinoise), mercredi 13 mars (centre de compétences)*

*Procédure: procédure législative ordinaire (règlement sur la cybersécurité et centre de compétences) et résolution non législative (menace chinoise)*

### En savoir plus

[Fiche de procédure - règlement sur la cybersécurité](#)

[Profil de la rapporteure Angelika Niebler \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure - menaces pour la sécurité liées à la présence technologique croissante de la Chine dans l'UE](#)

[Service de recherche du PE - ENISA et un nouveau règlement sur la cybersécurité de l'UE \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Cyberattaques: pas seulement une menace fantôme \(en anglais\)](#)

# Lutter contre la propagande hostile en amont des élections européennes

**Les députés souhaitent protéger les démocraties de l'UE contre les acteurs étrangers qui diffusent de fausses informations ou utilisent de façon abusive des données à caractère personnel.**

Les députés s'apprêtent à voter mardi des mesures visant à introduire des pénalités financières pour les fondations et les partis politiques paneuropéens qui violent délibérément les lois et règlements relatifs à la protection des données.

Les scandales récents comme celui de Facebook/Cambridge Analytica démontrent comment l'utilisation abusive de données à caractère personnel peut affaiblir les processus démocratiques. Les nouvelles règles ont déjà fait l'objet d'un accord informel entre les États membres et devraient entrer en vigueur avant les élections européennes de mai 2019.

Les députés se prononceront également sur une résolution faisant le point sur les derniers efforts de l'UE relatifs à la lutte contre la propagande hostile d'acteurs étrangers et à la promotion des nouvelles technologies pour lutter contre la propagande et les faux comptes sur les réseaux sociaux.

Le projet de résolution condamne aussi fermement les tentatives de plus en plus agressives de la Russie, de la Chine, de l'Iran et de la Corée du Nord de saper "les fondements et les principes normatifs des démocraties européennes et la souveraineté des tous les pays du partenariat oriental", d'influencer les élections et de soutenir les mouvements extrémistes.

*Débats: mardi 12 mars*

*Votes: mardi 12 mars (protection des données) et mercredi 13 mars (propagande hostile)*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture (protection des données) et résolution non législative (propagande hostile)*

*Conférence de presse sur la propagande hostile: mercredi 13 mars à 14 heures*

## En savoir plus

[Fiche de procédure - Protection des données à caractère personnel dans le contexte des élections européennes](#)

[Fiche de procédure - Lutte contre la propagande](#)

[Projet de résolution sur la communication stratégique de l'UE pour lutter contre la propagande dirigée contre elle par des tiers](#)

[Profil de la co-rapporteuse Mercedes Bresso \(S&D, IT\) - Données à caractère personnel](#)

[Profil du co-rapporteur Rainer Wieland \(PPE, DE\) - Données à caractère personnel](#)

[Profil de la rapporteure Anna Elżbieta Fotyga \(ECR, PL\) - Propagande](#)

[Orientations concernant l'application du droit de l'Union en matière de protection des données dans le contexte électoral \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite à l'accord en trilogue sur les données à caractère personnel \(16.01.2019\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission sur la propagande \(22.01.2019\)](#)

[Interview - Propagande: "les armes utilisées contre nous sont en constante évolution"](#)

[Produits multimédias](#)

# Le Parlement établira sa position sur les futures relations UE-Russie

**L'UE devrait rester ouverte à imposer de nouvelles sanctions si la Russie continue à violer le droit international, selon un projet de résolution mis aux voix mardi.**

Les députés proposent que l'UE réexamine l'actuel accord de partenariat et de coopération afin de limiter la coopération avec la Russie aux domaines d'intérêt commun tels que la lutte contre le terrorisme et le changement climatique.

Des relations plus étroites seraient possibles uniquement si la Russie mettait en œuvre les accords dits de Minsk visant à mettre un terme à la guerre en Ukraine orientale et respectait la législation internationale.

Entre temps, l'UE doit se tenir prête à adopter de nouvelles sanctions, notamment à l'encontre des personnes physiques. Les députés notent également que les sanctions devraient être appliquées proportionnellement aux menaces que représente la Russie.

En décembre dernier, le Conseil a [prolongé les sanctions économiques jusqu'au 31 juillet 2019](#).

*Débat: lundi 11 mars*

*Vote: mardi 12 mars*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(04.02.2019, en anglais\)](#)

[Commission des affaires étrangères](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Sandra Kalniete \(PPE, LV\)](#)

[Actualités - Sandra Kalniete: "La Russie ne peut plus être considérée comme un partenaire stratégique de l'UE" \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Négociations commerciales UE-États-Unis: décision sur le soutien du Parlement

**Le PE décidera jeudi d'approuver ou non le lancement de négociations commerciales limitées avec les États-Unis, en liant la conclusion d'un accord à certaines conditions.**

Les députés de la commission du commerce international ont [affirmé](#) que le lancement des négociations était dans l'intérêt des citoyens et des entreprises de l'UE, car cela permettrait d'apaiser les tensions actuelles dans les relations commerciales entre l'UE et les États-Unis.

Ils recommandent donc de débiter les négociations commerciales sur la base des mandats actuels de négociation proposés par la Commission européenne dans les domaines des droits de douane sur les produits industriels et des évaluations de la conformité. La conclusion d'un accord commercial limité devra toutefois être subordonnée à la levée des droits de douane actuels sur l'acier et l'aluminium et l'inclusion des voitures et des pièces détachées de véhicules dans les négociations.

*Débat: mercredi 13 mars*

*Vote: jeudi 14 mars*

*Procédure: déclaration de la Commission, avec résolution*

## En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(19.02.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Bernd Lange \(S&D, DE\)](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne \(18.01.2019\)](#)

## Les relations UE-Turquie doivent être redéfinies

**Dans un projet de résolution mis aux voix mercredi, les députés réitèrent leur recommandation de suspendre formellement les négociations d'adhésion avec la Turquie.**

Les députés demeurent très préoccupés par le piètre bilan de la Turquie en matière de droits de l'homme, d'État de droit, de liberté des médias et de lutte contre la corruption. Dans un projet de résolution mis aux voix mercredi, ils saluent la décision prise par la Turquie l'année dernière de lever formellement l'état d'urgence introduit après la tentative avortée de coup d'État en 2016.

Toutefois, rappelant les années de recul en matière politique et démocratique, les députés recommandent une nouvelle fois de suspendre formellement les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE et souhaitent que les relations UE-Turquie soient redéfinies dans le cadre d'un partenariat efficace.

*Débat: mardi 12 mars*

*Vote: mercredi 13 mars*

*Procédure: résolution non législative*

*Conférence de presse: mercredi 13 mars à 11 heures*

### En savoir plus

[Projet de résolution sur le rapport 2018 de la Commission sur la Turquie \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(20.02.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure Kati Piri \(S&D, NL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Avenir des relations UE-Turquie \(octobre 2018, en anglais\)](#)

[Produits multimédias - UE-Turquie](#)

# Sécurité et frontières: un meilleur partage d'information sur les ressortissants de pays tiers

**La création d'un nouveau système d'information de l'UE et la mise à jour d'un autre garantiront un meilleur partage de l'information en matière de contrôle des frontières et de répression.**

Les députés débattront lundi et voteront mardi sur une nouvelle base de données centralisée relative aux ressortissants de pays tiers (ECRIS-TCN) qui améliorera l'échange d'information dans toute l'UE sur les casiers judiciaires des ressortissants de pays tiers.

La base de données viendra compléter le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS) utilisé pour échanger de l'information sur les condamnations passées des citoyens de l'UE. Les négociateurs du Parlement et du Conseil sont parvenus à un accord préliminaire sur ce sujet en décembre.

Les députés se prononceront également sur une réforme du système d'information sur les visas (VIS), pour mieux répondre aux évolutions en matière de sécurité et aux défis migratoires via une amélioration des fonctionnalités et un contrôle renforcé des ressortissants de pays tiers, notamment les titulaires d'un visa de long séjour ou d'un visa dit doré.

Le Parlement adoptera sa position sur la réforme du système d'information sur les visas lors d'un vote mercredi, après un débat jeudi.

*Débats: lundi 11 mars (ECRIS-TCN) et mardi 12 mars (VIS)*

*Votes: mardi 12 mars (ECRIS-TCN) et mercredi 13 mars (VIS)*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

## En savoir plus

[Projet de rapport - règlement ECRIS-TCN](#)

[Projet de rapport - directive ECRIS](#)

[Projet de rapport - règlement VIS](#)

[Profil du rapporteur Daniel Dalton \(ECR, UK\) - ECRIS](#)

[Profil du rapporteur Carlos Coelho \(PPE, PT\) - VIS](#)

[Fiche de procédure - règlement ECRIS-TCN](#)

[Fiche de procédure - directive ECRIS-TCN](#)

[Fiche de procédure - VIS](#)

[Service de recherche du PE - Les systèmes d'information européens dans le domaine de la justice et des affaires intérieures \(mai 2017\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Qualité de l'air: pour une meilleure application des normes de l'UE

**Les députés vont proposer des pistes pour réduire la pollution atmosphérique dans une résolution qui sera mise aux voix mercredi.**

L'amélioration de la qualité de l'air nécessite une action à tous les niveaux de gouvernance, selon le projet de résolution. La réduction de la pollution atmosphérique et la réduction des émissions de CO2 provenant du secteur des transports constituent un double défi dans les zones urbaines, tandis que les émissions d'ammoniac et de méthane sont à l'origine de la pollution atmosphérique dans les zones rurales.

## Contexte

En mai 2018, la Commission européenne a traduit la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, la Roumanie et le Royaume-Uni devant la Cour de justice de l'Union européenne pour ne pas avoir réduit la pollution atmosphérique. Au total, 13 procédures d'infraction sont en cours à l'encontre d'États membres (Autriche, Belgique, Tchéquie, Allemagne, Danemark, Espagne, France, Espagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal et Royaume-Uni).

Selon la Commission européenne, les autorités compétentes des États membres doivent s'engager dans de nouveaux "dialogues sur la qualité de l'air" en réunissant les pays, les régions et les villes de l'UE et en utilisant les fonds européens pour soutenir les mesures visant à améliorer la qualité de l'air.

*Vote: mercredi 13 mars*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Étude - Qualité de l'air et trafic urbain dans l'UE: meilleures pratiques et solutions possibles \(en anglais\)](#)



# Chaîne d'approvisionnement alimentaire: nouvelles règles visant à réprimer les pratiques commerciales déloyales

**Le projet législatif visant à mieux protéger les agriculteurs contre les pratiques commerciales déloyales des acheteurs fera l'objet d'un débat lundi et d'un vote mardi.**

Les nouvelles règles, convenues de façon informelle avec les ministres de l'UE en décembre, visent à introduire un meilleur équilibre dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Elles dressent une liste noire de certaines pratiques, telles que les retards de paiement pour les produits livrés, les annulations tardives unilatérales ou les modifications de commandes rétroactives, le refus de l'acheteur de signer un contrat écrit avec le fournisseur ou encore l'utilisation abusive d'informations confidentielles.

D'autres pratiques, comme le retour de produits invendus à un fournisseur sans le payer, le fait de forcer le fournisseur à payer pour la publicité des produits ou de lui imposer des coûts de remise, seraient également interdites à moins qu'elles ne soient préalablement convenues dans le contrat d'approvisionnement.

Vous pouvez trouver plus d'informations sur le projet de règlement [en cliquant ici](#).

## Contexte

Le Parlement européen ne cesse d'appeler à des mesures pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire depuis au moins 2010, date à laquelle il a adopté une [résolution](#) sur des revenus plus équitables pour les agriculteurs et un meilleur fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement.

Selon les [estimations de la Commission européenne](#), les pratiques commerciales déloyales coûteraient entre 2,5 et 8 milliards d'euros aux PME agricoles et agroalimentaires de l'UE, soit 1 à 2% de leur chiffre d'affaires.

*Débat: lundi 11 mars*

*Vote: mardi 12 mars*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

*Conférence de presse: mardi 12 mars à 15 heures*

## En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(23.01.2019, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Paolo De Castro \(S&D, IT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Pratiques commerciales déloyales \(en anglais\)](#)

[Étude - Les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Renforcer la démocratie participative en améliorant l'initiative citoyenne européenne

## L'initiative citoyenne européenne devrait devenir plus accessible, inclusive et facile à utiliser.

Afin de favoriser le débat et la participation démocratiques, les députés débattront lundi de mesures convenues mi-décembre avec le Conseil visant à améliorer l'initiative citoyenne européenne. Les nouvelles règles seront présentées pour approbation mardi.

Avec le nouveau mécanisme, il sera plus facile pour les citoyens européens d'obtenir des informations et du soutien et de se faire entendre des institutions européennes. Ils pourront créer et gérer les initiatives en ligne et soutenir une initiative quel que soit leur lieu de résidence dans l'UE.

### Contexte

Les initiatives citoyennes européennes, permises par le traité de Lisbonne, ont été introduites en avril 2012. Si un million de citoyens issus d'au moins un quart des États membres présentent une pétition signée, ils peuvent exhorter la Commission européenne à agir.

À ce jour, environ neuf millions d'Européens issus des 28 États membres ont soutenu une initiative. Quatre initiatives sont parvenues à rassembler plus d'un million de signatures, et la Commission s'est engagée à mener des actions de suivi pour trois d'entre elles.

*Débat: lundi 11 mars*

*Vote: mardi 12 mars*

### En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Commission des affaires constitutionnelles](#)

[Profil du rapporteur György Schöpflin \(PPE, HU\)](#)

# Prêts non performants: de nouvelles mesures pour couvrir les pertes

## Les députés vont introduire jeudi des règles européennes pour une couverture standard minimale des prêts douteux.

Des mesures visant à atténuer le risque d'une accumulation future de prêts non performants liés aux récessions causées par la crise financière de 2008, devraient être approuvées par le Parlement. Elles aideront à renforcer l'Union bancaire et à assurer la concurrence dans le secteur bancaire, ainsi qu'à préserver la stabilité financière et à encourager les prêts aux entreprises.

Les prêts non performants sont des prêts qui sont soit en souffrance depuis plus de 90 jours, soit peu susceptibles d'être entièrement remboursés. Pour compléter les règles existantes en matière de fonds propres, le Parlement votera l'introduction d'une couverture commune minimale des pertes. Chaque banque devra mettre de côté de l'argent pour couvrir les pertes causées par de futurs prêts qui se révéleront non performants. Lorsque des prêts non performants ne seront pas assez couverts, une déduction sur les fonds propres des banques sera exigée.

*Débat: mercredi 13 mars*

*Vote: jeudi 14 mars*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

### En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Esther de Lange \(PPE, NL\)](#)

[Profil du rapporteur Roberto Gualtieri \(S&D, IT\)](#)

[Service de recherche du PE - Favoriser les marchés secondaires pour les prêts non performants et faciliter le recouvrement indirect \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Les États membres entravent les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent

**Les députés craignent que les États membres n'aient enterré le projet de la Commission d'ajouter des pays à la liste noire de l'UE sur le blanchiment de capitaux.**

Un débat se tiendra mardi et une résolution sera mise aux voix jeudi.

La Commission [avait prévu de placer 23 pays sur la liste noire](#) des États présentant un haut risque de facilitation du blanchiment de capitaux.

Les États membres ont fait valoir que le processus de mise à jour de la liste n'était pas clair et qu'il risquait d'être contesté en justice. Des inquiétudes se font jour quant au lobbying intense auquel auraient soumis quelques pays de l'UE, notamment de la part des États-Unis et de l'Arabie saoudite.

*Débat: mardi 12 mars*

*Vote: jeudi 14 mars*

*Procédure: débat avec le Conseil et la Commission, suivi d'une résolution*

## En savoir plus

[Audition d'urgence de la commissaire Jourová en commissions des affaires économiques et monétaires et des libertés civiles \(05.03.2019\)](#)

[Communiqué de la Commission européenne suite à la mise en place de la liste noire](#)  
[Produits multimédias](#)

# Candidatures aux autorités de surveillance financière et équilibre hommes-femmes

**Le PE se prononcera jeudi sur la nomination des candidats aux organes de surveillance financière de l'UE alors que les députés s'inquiètent de la forte sous-représentation des femmes.**

Le Parlement se prononcera, via trois votes, sur les candidatures de Philip Lane, Jose Manuel Campa et Sebastiano Laviola aux postes respectifs de membre du Directoire de la Banque centrale européenne, de chef de l'Autorité bancaire européenne et de membre du Conseil de résolution unique. Une résolution distincte sera également votée au même moment pour dénoncer le déséquilibre entre les sexes dans les nominations dans le domaine des affaires économiques et monétaires de l'UE.

*Vote: jeudi 14 mars*

*Procédure: consultation*

## En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(26.02.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Roberto Gualtieri \(S&D, IT\)](#)

[Fiche de procédure - Nomination d'un membre du Conseil à résolution unique](#)

[Fiche de procédure - Nomination d'un membre du directoire de la Banque centrale européenne](#)

[Fiche de procédure - Nomination du président de l'Autorité bancaire européenne](#)

# De nouvelles sanctions de l'UE pour ceux qui violent les droits de l'homme

**S'inspirant de la loi américaine Magnitsky Act, le régime imposerait un gel des avoirs et des interdictions de visa pour punir les individus coupables de violations des droits de l'homme.**

La proposition relative à un régime de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme est en cours d'élaboration par les États membres de l'UE au sein du Conseil.

Outre aux États-Unis, des cadres législatifs similaires sont déjà en place au Canada et dans plusieurs pays de l'UE, dans le but de sanctionner les individus responsables de violations des droits de la personne partout dans le monde.

Le Magnitsky Act a été signé par le Président américain Barack Obama en décembre 2012 dans le but de cibler les fonctionnaires russes jugés responsables de la mort du comptable fiscaliste russe Sergei Magnitsky dans une prison de Moscou en 2009.

*Débat: mardi 12 mars*

*Vote: jeudi 14 mars*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

# Les biens et services doivent être adaptés aux personnes handicapées et âgées

**Des produits et des services essentiels, comme les smartphones, les distributeurs de billets et les services bancaires, devront être plus accessibles aux personnes handicapées.**

L'acte européen sur l'accessibilité, mis aux voix mercredi, a fait l'objet d'un accord provisoire avec le Conseil en novembre dernier. Cette directive vise à améliorer la vie quotidienne des personnes handicapées et âgées et à encourager les entreprises à innover pour proposer des services et des produits plus accessibles.

L'environnement bâti au sein duquel les services sont fournis (les infrastructures telles que les rampes, les portes, les escaliers...) devrait également progressivement et de façon continue devenir plus accessible, ont déclaré les législateurs de l'UE, qui invitent les États membres à harmoniser autant que possible leurs exigences divergentes.

Tous les biens et services conformes aux exigences en matière d'accessibilité bénéficieront de la libre circulation sur le marché intérieur.

Environ 80 millions de personnes dans l'UE vivent avec un certain degré de handicap; un nombre qui devrait croître en raison du vieillissement de la population.

*Vote: mercredi 13 mars*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

## En savoir plus

[Texte de l'accord provisoire \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au trilogue final \(08.11.2018\)](#)

[Profil du rapporteur Morten Løkkegaard \(ADLE, DK\)](#)

[Service de recherche du PE - Acte européen sur l'accessibilité \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)



# Nicaragua: soutien au dialogue interne et au respect des droits fondamentaux

## Les négociations entre les autorités nicaraguayennes et l'opposition, qui visent à résoudre la crise politique du pays, seront au centre d'un débat en plénière mercredi.

Les députés souligneront que le respect des droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression, de réunion et d'information, est essentiel. Dans une résolution mise aux voix jeudi, les députés devraient demander la libération de tous les prisonniers politiques et la fin de l'oppression violente.

### Contexte

En avril 2018, les autorités nicaraguayennes ont durement réprimé les manifestations pacifiques contre la réforme du système de sécurité sociale. Cela a été suivi d'une vague de réactions hostiles contre l'opposition et les médias. Selon des observateurs internationaux, plusieurs centaines de personnes sont mortes au Nicaragua depuis le mois d'avril, et de nombreuses personnalités de l'opposition, des journalistes et des citoyens ont fui le pays.

Le Parlement européen a [condamné la répression](#) et l'intimidation des manifestants pacifiques en mai, appelant le président Ortega à organiser des élections équitables et crédibles. Une délégation de députés s'est également rendue dans le pays en janvier pour évaluer la situation sur le terrain. Ils ont rencontré des représentants du gouvernement, dont M. Ortega, de l'opposition, de la société civile et de l'Église, ainsi que des journalistes et des étudiants.

*Débat: mercredi 13 mars*

*Vote: jeudi 14 mars*

*Procédure: déclaration de la haute représentante, suivie d'une résolution non législative*

### En savoir plus

[Résolution du PE sur la situation au Nicaragua \(31.05.2018\)](#)

[Conclusions du Conseil sur la situation au Nicaragua \(21.01.2019\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie jeudi matin, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:**

- Situation des droits de l'homme au Kazakhstan;
- Situation des droits de l'homme au Guatemala; et
- Iran, notamment le cas des défenseurs des droits de l'homme.

## **En savoir plus**

[Produits multimédias](#)

## Autres sujets à l'ordre du jour

**Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:**

- CFP 2021-2027: corps européen de solidarité, Sojdrova (COD, première lecture sans accord), débat lundi, vote mardi;
- Accord de coopération UE-Afghanistan, Fotyga, débat mardi, vote mercredi;
- CFP 2021-2027: fonds pour la migration, l'asile, la gestion des frontières et la sécurité intérieure, Dalli (COD, première lecture sans accord), débat mardi, vote mercredi;
- Installations de réception portuaires, Meissner (COD, accord), vote jeudi;
- Lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces, Kaufmann (COD), débat mardi, vote mercredi;
- Orientations pour le budget 2020, Hohlmeier, débat mardi, vote mercredi;
- Création du Fonds monétaire européen, Silva Pereira, Manka (approbation), débat mercredi, vote jeudi;
- Préserver la concurrence dans le domaine du transport aérien, Pieper (COD), débat mercredi, vote jeudi; et
- Rapport stratégique annuel sur la mise en oeuvre et la réalisation des objectifs de développement durable, Theocharous, Gambus, débat et vote jeudi.